

# RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

30 août 2019

AU 31 MAI 2019

## Note au lecteur

Le rapport mensuel des opérations financières fournit un aperçu des résultats financiers mensuels du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier sur l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et se basent sur les conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement<sup>(1)</sup>.

Le premier rapport de l'année financière 2019-2020 présente les opérations financières des deux premiers mois d'activité, soit avril et mai 2019. Les rapports suivants seront produits mensuellement.

Le prochain rapport mensuel, soit celui au 30 juin 2019, sera publié le 27 septembre 2019.

## Faits saillants d'avril et de mai 2019

Pour avril et mai 2019, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un déficit de 323 millions de dollars.

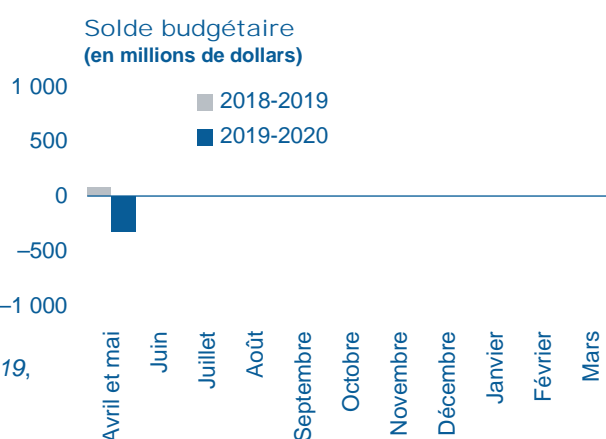
Ce résultat provient :

- de revenus de 18,7 milliards de dollars;
- de dépenses de 18,5 milliards de dollars;
- des versements de 512 millions de dollars au Fonds des générations.

Le solde budgétaire au 31 mai 2019, soit pour les deux premiers mois de 2019-2020, est en diminution de 338 millions de dollars par rapport à celui observé l'année précédente à pareille date.

Pour l'ensemble de l'année, selon le *Plan budgétaire du Québec – Mars 2019*, un solde budgétaire à l'équilibre est prévu.

- Sur la base de l'information disponible au 31 mai, il n'y a pas lieu de modifier cette prévision.



## SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai			
	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	14 361	14 794	433	3,0
Transferts fédéraux	3 661	3 930	269	7,3
<b>Revenus consolidés</b>	<b>18 022</b>	<b>18 724</b>	<b>702</b>	<b>3,9</b>
Dépenses de portefeuilles	-15 989	-17 222	-1 233	7,7
Service de la dette	-1 494	-1 313	181	-12,1
<b>Dépenses consolidées</b>	<b>-17 483</b>	<b>-18 535</b>	<b>-1 052</b>	<b>6,0</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(2)</sup></b>	<b>539</b>	<b>189</b>	<b>-350</b>	<b>—</b>
<b>LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>				
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-524	-512	12	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE<sup>(3)</sup></b>	<b>15</b>	<b>-323</b>	<b>-338</b>	<b>—</b>

## REVENUS CONSOLIDÉS

### Revenus autonomes

Au 31 mai 2019, soit pour les deux premiers mois de 2019-2020, les revenus autonomes totalisent 14,8 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 433 millions de dollars (3,0 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

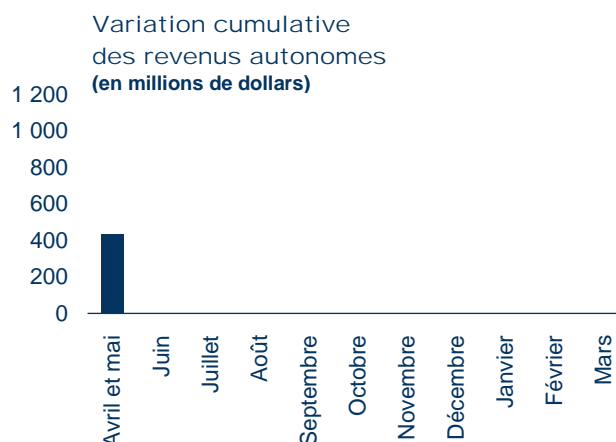
Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 322 millions de dollars (2,9 %), pour atteindre 11,4 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse de 67 millions de dollars (1,4 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, découlant notamment de la croissance des salaires et traitements au premier trimestre de 2019;
- la diminution de 73 millions de dollars (6,9 %) des **cotisations pour les services de santé**, découlant principalement de la réduction du taux de cotisation au Fonds des services de santé pour toutes les PME québécoises;
- la diminution de 65 millions de dollars (5,0 %) des **revenus provenant des impôts des sociétés**, attribuable essentiellement à la décroissance des profits des entreprises au dernier trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019;
- la diminution de 92 millions de dollars (24,3 %) de l'**impôt foncier scolaire**, attribuable à l'entrée en vigueur de la réforme du régime de la taxe scolaire, qui vise la diminution des taxes scolaires au Québec et l'introduction d'un mode de taxation scolaire régional;
- la hausse de 485 millions de dollars (14,0 %) des **taxes à la consommation**, en raison notamment de la croissance des ventes au détail et de la construction résidentielle en mars et en avril 2019.

Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 125 millions de dollars (4,8 %), pour atteindre 2,7 milliards de dollars, en raison de :

- l'augmentation des **droits et permis** de 36 millions de dollars (5,1 %), attribuable principalement à la hausse des revenus perçus dans le cadre du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec;
- la hausse des **revenus divers** de 89 millions de dollars (4,7 %), principalement attribuable à la croissance des revenus de placement du Fonds des générations.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 14 millions de dollars (2,2 %), pour atteindre 630 millions de dollars, en raison notamment d'une baisse des résultats d'Hydro-Québec.



### REVENUS AUTONOMES

(données non vérifiées, en millions de dollars)

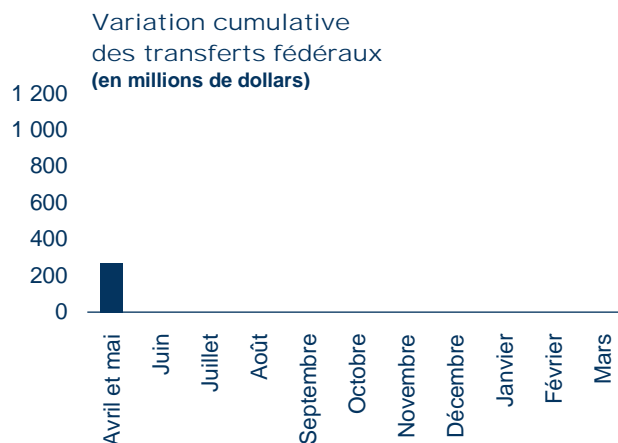
	Avril et mai			
	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	4 910	4 977	67	1,4
Cotisations pour les services de santé	1 052	979	-73	-6,9
Impôts des sociétés	1 304	1 239	-65	-5,0
Impôt foncier scolaire	379	287	-92	-24,3
<b>Taxes à la consommation</b>	<b>3 460</b>	<b>3 945</b>	<b>485</b>	<b>14,0</b>
<b>Revenus fiscaux</b>	<b>11 105</b>	<b>11 427</b>	<b>322</b>	<b>2,9</b>
Droits et permis	702	738	36	5,1
Revenus divers	1 910	1 999	89	4,7
<b>Autres revenus autonomes</b>	<b>2 612</b>	<b>2 737</b>	<b>125</b>	<b>4,8</b>
<b>Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement</b>	<b>13 717</b>	<b>14 164</b>	<b>447</b>	<b>3,3</b>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	644	630	-14	-2,2
<b>TOTAL</b>	<b>14 361</b>	<b>14 794</b>	<b>433</b>	<b>3,0</b>

## Transferts fédéraux

Au 31 mai 2019, soit pour les deux premiers mois de 2019-2020, les transferts fédéraux totalisent 3,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 269 millions de dollars (7,3 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les revenus provenant de la **péréquation** ont augmenté de 232 millions de dollars (11,9 %), pour atteindre 2,2 milliards de dollars, en raison de la croissance du PIB nominal canadien, qui détermine le rythme de croissance de l'enveloppe de péréquation.

Les **transferts pour la santé** ont augmenté de 49 millions de dollars (4,6 %), pour atteindre 1,1 milliard de dollars, en raison notamment de la hausse de l'enveloppe allouée par le gouvernement fédéral.



## TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai			
	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Péréquation	1 955	2 187	232	11,9
Transferts pour la santé	1 056	1 105	49	4,6
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	270	270	—	0,0
Autres programmes	380	368	-12	-3,2
<b>TOTAL</b>	<b>3 661</b>	<b>3 930</b>	<b>269</b>	<b>7,3</b>

## DÉPENSES CONSOLIDÉES

Au 31 mai 2019, soit pour les deux premiers mois de 2019-2020, les dépenses consolidées totalisent 18,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 1,1 milliard de dollars (6,0 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les dépenses du portefeuille **Éducation et Enseignement supérieur** ont augmenté de 137 millions de dollars (3,4 %), pour atteindre 4,2 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 102 millions de dollars de la rémunération versée par les commissions scolaires, notamment attribuable à l'indexation des échelles salariales et à la croissance du nombre d'enseignants à la suite de la hausse de la clientèle.

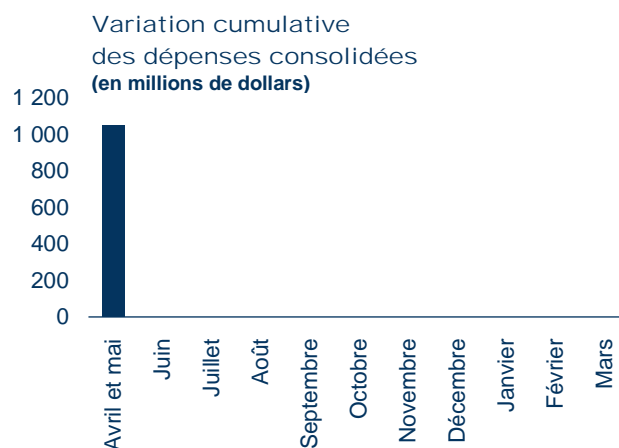
Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 353 millions de dollars (5,2 %), pour atteindre 7,2 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 148 millions de dollars de la rémunération versée par les établissements du réseau, notamment attribuable à l'indexation des échelles salariales, à la relativité salariale des personnes en emploi au 1<sup>er</sup> avril 2019 ainsi qu'à l'augmentation des heures allouées aux services à la population;
- l'augmentation de 110 millions de dollars de la rémunération versée par la Régie de l'assurance maladie du Québec, notamment pour les services médicaux, optométriques et dentaires.

Les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 743 millions de dollars (14,6 %), pour atteindre 5,8 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse de 318 millions de dollars des dépenses du portefeuille Sécurité publique, résultant notamment de l'aide financière accordée relativement aux inondations du printemps 2019;
- la hausse de 154 millions de dollars des dépenses du portefeuille Transport, dont 85 millions de dollars découlant des subventions allouées au Réseau express métropolitain et 28 millions de dollars pour la hausse du financement accordé en vertu du Programme d'aide au transport collectif des personnes et aux immobilisations en transport en commun;
- la hausse de 82 millions de dollars des dépenses du portefeuille Famille, dont 68 millions de dollars pour l'augmentation des paiements de l'Allocation famille à la suite de la bonification de l'aide accordée pour les deuxième et troisième enfants.

Les dépenses pour le **service de la dette** ont diminué de 181 millions de dollars (12,1 %), pour atteindre 1,3 milliard de dollars, en raison notamment du remboursement accéléré de la dette à partir du Fonds des générations et de la hausse des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, qui sont inscrits en déduction du service de la dette.



### DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR PORTEFEUILLE<sup>(4)</sup>

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai			
	2018-2019 <sup>(5)</sup>	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Éducation et Enseignement supérieur	4 067	4 204	137	3,4
Santé et Services sociaux	6 825	7 178	353	5,2
Autres portefeuilles <sup>(6)</sup>	5 097	5 840	743	14,6
<b>Dépenses de portefeuilles</b>	<b>15 989</b>	<b>17 222</b>	<b>1 233</b>	<b>7,7</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>1 494</b>	<b>1 313</b>	<b>-181</b>	<b>-12,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 483</b>	<b>18 535</b>	<b>1 052</b>	<b>6,0</b>

## SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

### Composition des surplus ou des besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus (besoins) financiers nets, quant à eux, mesurent l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, ainsi que par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs et les autres comptes. Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs.

Pour la période d'avril et mai 2019, les besoins financiers nets atteignent 1,4 milliard de dollars et s'expliquent principalement par :

- le surplus de 189 millions de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 598 millions de dollars pour les placements, prêts et avances, incluant la croissance de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement<sup>(7)</sup> et un investissement de 283 millions de dollars en actions privilégiées de REM inc.;
- les besoins financiers de 58 millions de dollars pour les immobilisations du gouvernement en raison d'investissements de 725 millions de dollars, en partie compensés par les dépenses d'amortissement de 661 millions de dollars<sup>(7)</sup>;
- les surplus financiers de 470 millions de dollars liés aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui présentent un besoin en liquidités pour le versement des prestations aux employés de l'État de 1,0 milliard de dollars, lequel est inférieur à la dépense comptabilisée. Cette dépense est principalement constituée du coût des prestations acquises au cours de la carrière de ces employés, soit 396 millions de dollars, et des intérêts sur les obligations relatives à celles-ci de 1,1 milliard de dollars<sup>(7)</sup>;
- les besoins financiers de 1,4 milliard de dollars provenant des autres comptes, qui découlent notamment :
  - des remboursements de revenus fiscaux importants en début d'exercice à la suite du traitement des déclarations de revenus pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre précédent,
  - des déboursés relatifs à des dépenses inscrites en fin d'exercice, dont certaines mesures annoncées lors du budget de mars 2019.

### SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai	
	2018-2019	2019-2020
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(2)</sup></b>	<b>539</b>	<b>189</b>
<b>Opérations non budgétaires</b>		
Placements, prêts et avances	-421	-598
Immobilisations	64	-58
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	338	470
Autres comptes	-1 311	-1 374
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	<b>-1 330</b>	<b>-1 560</b>
<b>SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS</b>	<b>-791</b>	<b>-1 371</b>

## ANNEXE 1 : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

### PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019-2020

(en millions de dollars)

	Budget de mars 2019 <sup>(8)</sup>	Variation (%)
<b>REVENUS CONSOLIDÉS</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	32 498	4,0
Cotisations pour les services de santé	6 596	2,9
Impôts des sociétés	8 516	-5,8
Impôt foncier scolaire	1 553	-17,3
Taxes à la consommation	21 864	3,4
<b>Revenus fiscaux</b>	<b>71 027</b>	<b>1,9</b>
Droits et permis	4 229	1,2
Revenus divers	10 680	-4,4
<b>Autres revenus autonomes</b>	<b>14 909</b>	<b>-2,8</b>
<b>Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement</b>	<b>85 936</b>	<b>1,0</b>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 778	-5,8
<b>Total des revenus autonomes</b>	<b>90 714</b>	<b>0,6</b>
Transferts fédéraux	24 924	6,5
<b>Total des revenus consolidés</b>	<b>115 638</b>	<b>1,8</b>
<b>DÉPENSES CONSOLIDÉES</b>		
Éducation et Enseignement supérieur	-24 436	5,1
Santé et Service sociaux	-45 433	5,4
Autres portefeuilles <sup>(6)</sup>	-34 169	4,5
<b>Dépenses de portefeuilles</b>	<b>-104 038</b>	<b>5,0</b>
Service de la dette	-8 996	1,1
<b>Total des dépenses consolidées</b>	<b>-113 034</b>	<b>4,7</b>
Provision pour éventualités	-100	—
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(2)</sup></b>	<b>2 504</b>	<b>—</b>
<b>LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>		
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 504	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE<sup>(3)</sup></b>	<b>—</b>	<b>—</b>

## ANNEXE 2 : DÉPENSES PAR MISSION

Les dépenses gouvernementales sont ventilées dans cinq missions consacrées aux services publics. Cette ventilation des dépenses de l'État dans ses principaux champs d'activité est un indicateur stable dans le temps, car elle n'est généralement pas influencée par les remaniements ministériels. Par ailleurs, puisqu'elle est également utilisée dans les comptes publics, sa présentation dans le rapport mensuel des opérations financières permet de mieux suivre l'évolution des résultats réels au cours de l'année.

Les missions consacrées aux services publics sont :

- Santé et services sociaux, qui regroupe principalement les activités du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les programmes administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- Éducation et culture, qui regroupe principalement les activités des réseaux d'enseignement, l'aide financière aux études, les programmes du secteur de la culture ainsi que les programmes liés à l'immigration;
- Économie et environnement, qui comprend notamment les programmes touchant le développement de l'économie, les mesures d'aide à l'emploi, les relations internationales, l'environnement et le soutien aux infrastructures;
- Soutien aux personnes et aux familles, qui comprend notamment les mesures d'aide financière de dernier recours et d'aide à la famille et aux aînés, ainsi que certaines mesures d'aide juridique;
- Gouverne et justice, qui regroupe les activités du pouvoir législatif, des organismes centraux et de la sécurité publique, ainsi que les programmes à caractère administratif.

### DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR MISSION EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai	
	2018-2019 <sup>(5)</sup>	2019-2020
Santé et services sociaux	6 624	7 021
Éducation et culture	4 136	4 335
Économie et environnement	2 228	2 382
Soutien aux personnes et aux familles	1 781	1 880
Gouverne et justice	1 220	1 604
<b>TOTAL</b>	<b>15 989</b>	<b>17 222</b>

## ANNEXE 3 : APPLICATION MENSUELLE DE CONVENTIONS COMPTABLES

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, le gouvernement a intégré au rapport mensuel des opérations financières trois méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement. Ces modifications n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés du gouvernement.

### Informations financières mensuelles des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

Les informations financières mensuelles des entités des réseaux sont maintenant consolidées ligne à ligne selon une méthodologie qui permet au gouvernement de refléter ou d'estimer les informations financières réelles des organismes des réseaux. Auparavant, elles étaient comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, à partir d'une information prévisionnelle répartie linéairement et ajustée en fin d'année financière.

### Revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et cotisations pour les services de santé

Le gouvernement estime les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations pour les services de santé retenus à la source par les employeurs et les payeurs (mandataires) qui n'ont pas été encaissés par le gouvernement à la fin du mois. La nouvelle méthode d'estimation de ces sommes considère la rémunération gagnée par les contribuables au lieu de celle qui leur a été versée au cours du mois.

### Application mensuelle de la norme comptable sur les paiements de transferts

Le gouvernement a revu son application mensuelle de la norme sur les paiements de transferts. Dorénavant, les paiements de transferts sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés par l'entité cédante et que les critères d'admissibilité sont respectés par l'entité bénéficiaire. Auparavant, ces transferts étaient constatés linéairement ou en fonction des déboursés, selon l'entité. Cette modification comptable a une incidence sur les résultats du gouvernement uniquement lorsque les paiements de transferts sont réalisés à l'extérieur de son périmètre comptable.

Ces modifications ont été appliquées rétroactivement avec redressement des périodes précédentes, ce qui a eu pour effet la révision du surplus et du solde budgétaire du gouvernement de la période d'avril et de mai 2018 de la façon présentée dans le tableau suivant.

### MODIFICATIONS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS COMPARATIFS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril et mai 2018			Total
	Informations financières des organismes des réseaux	Méthode d'estimation des revenus fiscaux perçus par les mandataires	Norme sur les paiements de transferts	
<b>SURPLUS DÉJÀ ÉTABLI<sup>(2)</sup></b>				<b>110</b>
<b>Revenus</b>				
Revenus autonomes	663	411	—	1 074
Transferts fédéraux	33	—	—	33
<b>Total des revenus</b>	<b>696</b>	<b>411</b>	<b>—</b>	<b>1 107</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses de portefeuilles	-286	—	-345	-631
Service de la dette	-47	—	—	-47
<b>Total des dépenses</b>	<b>-333</b>	<b>—</b>	<b>-345</b>	<b>-678</b>
<b>TOTAL DES RÉVISIONS</b>	<b>363</b>	<b>411</b>	<b>-345</b>	<b>429</b>
<b>SURPLUS REDRESSÉ<sup>(2)</sup></b>				<b>539</b>
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations				-524
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE REDRESSÉ<sup>(3)</sup></b>				<b>15</b>

Par ailleurs, certaines données d'avril et de mai 2018 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la présentation adoptée en 2019-2020. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur le surplus, ni sur le solde budgétaire du gouvernement.



## Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 13 à 18 du document [Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État](#).

## Notes

- (1) Les conventions comptables du gouvernement peuvent être consultées aux pages 91 à 102 des [Comptes publics 2017-2018](#).
- (2) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.
- (3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
- (4) Les dépenses consolidées par mission sont présentées à l'annexe 2.
- (5) Certaines dépenses ont été reclassées entre les portefeuilles et entre les missions pour qu'elles tiennent compte du passage à la structure budgétaire 2019-2020.
- (6) Les autres portefeuilles incluent les éliminations interportefeuilles, qui résultent de l'élimination des opérations réciproques entre entités de différents portefeuilles.
- (7) Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) budgétaire du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
- (8) La présentation de l'information budgétaire du présent rapport mensuel est conforme à celle du cadre financier consolidé, tel que publié à la page A.22 du [Plan budgétaire du Québec – Mars 2019](#).

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, au 418 528-7382.

Le rapport est également publié sur le site Web du ministère des Finances : [www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca).